

## Les embarras d'Antananarivo ou l'économie politique des trottoirs

**O**N m'excusera d'adapter le titre d'un morceau d'anthologie que les lycéens de ma génération devaient décortiquer : je fais allusion aux « embarras de Paris » de Boileau, comme pour dire que la circulation des piétons a toujours été pénible dans les villes. La capitale de Madagascar a aussi ses embarras, et je me propose d'en faire une lecture approfondie. Je ne me livrerai ici ni à la poésie ni à la satire, mais à une sorte d'analyse d'économie politique, colorée par une expérience des rues de Tananarive (Antananarivo) qui s'étale de 1961 à 1996. Dans cet article, mon attention se porte essentiellement sur l'actualité récente ou immédiate.

Je commencerai par poser le décor en disant un mot des infrastructures matérielles et visibles : à quoi ressemblent aujourd'hui les rues de Tananarive et dans quel état sont-elles ? Puis je suivrai trois axes d'analyse : le rythme de vie des rues ; les temps forts, exceptionnels, de la vie des rues et des places ; le genre de vie économique qui se développe sur la voie publique. En conclusion, je rappellerai la fameuse distinction entre ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas : la rue est révélatrice de tendances profondes de la vie publique, mais cette dernière ne se joue pas que dans la rue.

### **Les rues telles qu'on les voit**

---

Les années récentes, disons depuis 1993, ont vu un effort considérable de réhabilitation de la voirie dans la capitale. Partout des panneaux de chantiers se dressent, indiquant les sources officielles de financement des projets. Très peu semblent financés par les collectivités publiques malgaches, province ou municipalité. Le plus

souvent les bailleurs de fonds sont étrangers : Banque mondiale, Union européenne, Confédération helvétique, tel ou tel fonds japonais, allemand ou italien, etc. Je ne m'appesantis pas mais je fais la constatation réjouissante que l'état de la voirie s'est beaucoup amélioré en trois ans et que les rues bien goudronnées ou bien pavées se multiplient, notamment dans la haute ville. Certains segments par contre, en dépit des réfections périodiques, laissent à désirer. Les nids de poule réapparaissent rapidement, entraînant une dégradation progressive de fragments importants de la chaussée ; on accuse aussi la compagnie des eaux et de l'électricité, ou Telecom Malagasy, ou telle autre entreprise publique ou privée, de faire des raccordements sans reconstituer correctement la chaussée après les travaux. La tranchée bouchée sommairement en terre battue ne résiste pas aux passages des véhicules ni surtout aux orages tropicaux. La tranchée redevient une vraie tranchée où piétons et véhicules s'empresent de tomber ! Ce sont naturellement les passages les plus fréquentés qui souffrent le plus : le pourtour du jardin d'Ambohijatovo, la route de l'université, le quartier de la gare de Soarano et la route de Mahajanga (Majunga) au sortir de la ville. Mais les entreprises privées de travaux publics, pour autant qu'un financement extérieur soit trouvé, sont parfaitement en mesure d'entretenir les voies publiques, et il est probable que les points sensibles signalés ici ne fassent plus parler d'eux quand cet article sera publié.

J'ai parlé des entreprises privées, et l'on se demandera quel rôle peuvent avoir les services municipaux de travaux publics et de voirie. C'est ici que le bât blesse, et que les critiques se font entendre avec force.

Un des embarras de Tananarive les plus visibles et les plus malodorants, ce sont les amoncellements d'immondes le long des trottoirs bien au-delà des bacs en ciment ou des conteneurs qui leur sont destinés, sans doute en nombre insuffisant vu l'augmentation de la population. En février dernier (1996), les éboueurs municipaux ont fait grève pendant quinze jours ou trois semaines, d'ailleurs peut-on parler vraiment de grève ? Le contingent de gazole attribué à la voirie par la municipalité était épuisé et le nouveau budget n'était pas encore en application. Les camions d'enlèvement des ordures ne pouvaient donc pas sortir de leur garage.

D'ailleurs peut-on même parler de camions ? Dans une conférence de presse tenue le 24 mai 1996, les porte-parole de la municipalité, représentant le nouveau maire, M. Guy Willy Razanamasy, ont expliqué le délabrement des équipements municipaux. La commune possède pour l'entretien de la voirie de toute la capitale sept camions et 36 machines lourdes, mais trois seulement sont en état de marche, tout le reste est en panne ou hors d'usage. Pour l'enlèvement des ordures et le service d'incendie, la commune dispose,

sur le papier, de 123 camions ; 21 seulement, y compris les voitures de pompiers, sont utilisables : on comprend pourquoi les pompiers de Tananarive ont été tellement impuissants devant l'incendie du Palais de la Reine le 6 novembre 1995. Il n'y a aucun véhicule de propreté, dans le genre balayeuse, et il n'y a qu'un seul camion de vidange. Une des fatalités est représentée par l'absence de pièces détachées pour réparer les camions s'ils sont originaires des pays socialistes de l'Europe de l'Est ou du Japon. Il fut un temps, en effet, où les « pays frères » troquaient leurs camions et autres équipements industriels contre des produits agricoles de Madagascar. Il ne faut sans doute pas confondre le service après-vente et le service après-troc (1) !

La privatisation intervenue avec le nouveau régime a sur ce point porté des fruits intéressants, mais il me paraît difficile en soi de privatiser les voies publiques elles-mêmes.

### Le rythme de la rue

L'expérience la plus marquante de la rue à Tananarive est la découverte de son rythme. C'est un rythme à deux temps, calqué exactement sur l'alternance du jour et de la nuit. La nuit tombe vite sous les tropiques. Tout le monde compte son temps et se dépêche de finir son ouvrage, de ranger son étal, de fermer ses caisses, de rabattre les volets de son pavillon, de vider ses baquets de fleurs, de boucler les grilles de son magasin. Il faut faire vite, la nuit n'attend pas. Et autant les rues sont encombrées pendant le jour, autant elles sont vides dès que la nuit est tombée. Pourtant les rues de la capitale sont éclairées la nuit par la grâce de la Jirama (Compagnie nationale d'eau et d'électricité de Madagascar) et aux frais de la commune qui est malheureusement endettée de 6 milliards de francs malgaches auprès de cette compagnie. Il y a des coins sombres et des escaliers obscurs, évidemment, ainsi que des passages délicats entre les réverbères, surtout si les ampoules ont été volées ou détruites par les vandales qui sont inséparables de la société urbaine. La question demeure : pourquoi cette désertification de la rue dès la nuit tombée ? La ville meurt-elle le soir pour ressusciter le lendemain matin, dans un rythme solaire presque religieux ?

On dira qu'il fait froid et qu'il faut aller s'abriter. On dira que souvent l'orage s'annonce le soir et il n'est que trop vrai que malheur à qui se laisse surprendre par les abats d'eau de la saison

(1) Voir le compte rendu de cette conférence de presse dans l'hebdomadaire *Lak-roan'i Madagasikara*, n° 2973, 2 juin 1996,

p. 4, à la rubrique « Zava-misy » [Faits de société].

des pluies : il sera semblable à une serpillière à tordre ! On dira que les magasins et les bureaux sont fermés de toute façon et qu'il n'y a plus rien d'intéressant dans la rue après 19 heures. On dira que la coutume malgache veut que l'on prenne son repas très tôt le soir, et qu'il faut donc être à la maison à temps. On dira que c'est la tradition, et qu'il ne faut pas chercher midi à quatorze heures.

Et pourtant un doute subsiste : bien des civilisations du Nord et du Sud connaissent des soirées, des veillées qui occupent tout ou partie de la nuit. Madagascar aussi connaît une coutume fortement enracinée de la veillée funèbre (*fiaretan-tory*) et il y a forcément des dizaines de décès tous les jours dans une grande agglomération d'un ou deux millions d'habitants. Or curieusement, même cette coutume ancestrale est battue en brèche. La plupart des faire-part de décès, parus dans la presse quotidienne en nombre impressionnant, ou affichés au portail des églises, annoncent qu'il n'y aura pas, pour cette fois, de veillée funèbre. Décidément, on ne veut pas se risquer à sortir le soir ni, à plus forte raison, la nuit.

Que signifie ce rythme brutalement contrasté entre la rue de jour et la rue de nuit ? D'un commun accord, tous mes interlocuteurs mettent en avant l'insécurité générale. Sortir la nuit, c'est tenter le diable, risquer sans cause de se faire attaquer, dépouiller, assommer, assassiner, ne serait-ce que pour quelques piastres (*ariary*) restées dans votre porte-monnaie ou cachées dans la doublure de votre robe. Alors, s'il le faut, on sort en groupe, en formation de combat, en caravane : ne jamais être seul(e), telle est la règle absolue dans la rue de nuit, et cette règle déteint sur la mentalité du grand jour. Le fait est que, tous les jours, les journaux quotidiens, en particulier *Midi Madagascar*, font la une sur les attaques à main armée, les assassinats et les mille tours des voleurs qui hantent les rues. Les rues désertes de Tananarive dénoncent donc l'insécurité qui semble régner à Madagascar et annoncent la peur qui serre le ventre des citoyens devant les risques agrandis par les ombres de la nuit. Cette atmosphère de peur sinon de terreur est extrêmement sensible dans tous les milieux. Ce ne sont pas seulement les riches qui craignent pour leurs richesses, ce sont aussi les pauvres qui ne sont pas à l'abri des malfaiteurs. Un pauvre homme de ma connaissance me disait qu'il s'était retrouvé tout nu sur la route en pleine nuit, les bandits lui ayant pris tous ses habits, et ce n'était pas grand-chose : une chemise, un pantalon, un caleçon et des sandales. Il n'avait même pas d'argent sur lui !

La peur des bandits est devenue une véritable hantise aujourd'hui et l'on comprend qu'un jeune romancier malgache, Raharimanana, en fasse le cadre de son œuvre récente *Lucarne* (Le Serpent à plumes, Paris, 1996) qui décrit les bas-fonds de Tananarive, une jungle soumise aux bandes meurtrières qui pillent et assassinent dès la nuit tombée.

Mon sentiment personnel est que la hantise vire souvent à la psychose, alimentée par des rumeurs (*honohono*) par définition incontrôlables. Toutes proportions gardées, les rues de Tananarive ne sont pas, la nuit, plus dangereuses que celles d'Amsterdam ou de Mulhouse. L'insécurité de certains quartiers de Chicago, New York ou Moscou, et de bien d'autres cités du monde, est proverbiale, et Tananarive n'est nullement un cas d'exception.

Quoi qu'il en soit, la hantise de l'insécurité est un fait politique dont les partis, le gouvernement et surtout la municipalité de Tananarive doivent tenir compte. Mais comme la délinquance banale est insaisissable, et que l'autorité publique est impuissante, même si elle en avait les moyens, la persistance de l'insécurité en ville se transforme à la longue en ressentiment. Ressentiment contre l'État, et dans la foulée, contre tous les partenaires de l'État, surtout les organisations internationales, et en général, contre les étrangers, boucs émissaires tout désignés. On parlera facilement de faillite de l'État ; combien d'éditoriaux n'ai-je pas lu sur ce thème depuis que la liberté de la presse a été rétablie à Madagascar ! Mais je doute sérieusement qu'un État, quel qu'il soit, puisse maîtriser totalement le problème de la criminalité urbaine, dont le développement est concomitant de celui de la ville elle-même. Le ressentiment contre les autorités publiques et tout ce qu'on y associe dépasse largement son objet et ne peut servir en définitive qu'à s'alimenter de sa propre substance, pour ainsi dire en circuit fermé.

Parfois, la nuit, de la fenêtre de ma maison de la haute ville, je regardais en enfilade les rues désertes du centre, l'avenue de l'Indépendance, le jardin d'Ambohijatovo, les Quatre-Chemins, le triangle noir du célèbre Zoma originel (marché à ciel ouvert) : pas âme qui vive. De temps à autre, les aboiements concurrents de bandes de chiens errants parcourant la ville, les échos des cantiques improvisés (*zafindraona*) signalant une veillée funèbre tenue envers et contre tout, et puis une auto passant en trombe, venant on ne sait d'où, remontant à toute vitesse vers les quartiers de la haute ville réputés plus sûrs, tout cela sous l'œil imperturbable de l'éclairage urbain que l'on voudrait rassurant, mais qui ne l'est pas.

Et puis le matin vient, le ciel rapidement s'illumine, un fourmillement se devine, la fumée des braseros (*fatam-pera*) au charbon de bois se fait sentir dans vos narines, un orchestre de socles de parasols écrus procède à des répétitions sur la place du marché, acier contre ciment, fer contre fer, une vraie cacophonie digne de passer pour de la musique d'avant-garde, des cohortes d'hommes, de femmes et d'enfants se déversent tout d'un coup sur la chaussée et les trottoirs, les autos, les taxis et les autobus urbains surgissent et débouchent de tous les azimuts. En un rien de temps la rue est pleine, une circulation invraisemblable commence, et s'engage aussitôt. Le rythme puissant du jour s'empare des rues

et des places et les transforme totalement. Enfin, on a la certitude d'être dans un monde habité.

### Les mouvements exceptionnels

C'est de jour, et seulement de jour, que de temps à autre un paroxysme de concentration urbaine se manifeste. Ce sont des temps très forts, exceptionnels, de rassemblement populaire. Une certaine géographie urbaine symbolique s'est constituée au cours de l'histoire récente, à partir de la révolution malgache de 1972. Il fallait voir la foule affluer, immense, vers l'hôtel de ville de Tananarive, le 13 mai 1972, pour protester contre la déportation subite des étudiants grévistes ou considérés comme des meneurs par le gouvernement du président Philibert Tsiranana. Cette marche vers l'hôtel de ville (incendié en 1972, il n'a jamais été rebâti, mais le symbole est demeuré) est devenu un paradigme de l'action politique de masse. En 1972 la violence n'avait pas pu être évitée ; la section des FRS (Forces républicaines de sécurité) envoyée à la rescousse étant trop faible pour contenir le déchaînement populaire, fit, hélas, usage de ses armes contre la foule. Cette place de l'hôtel de ville est devenue la place du 13-Mai, qui a acquis une signification historique nationale supplémentaire et durable à partir de 1991, au cœur de la dernière révolution malgache, cette fois non violente.

De juin à novembre 1991, jour après jour, une foule malgache immense, chantante et priante, se rassemblait sur la place du 13-Mai, face aux ruines de l'hôtel de ville, pour manifester sa volonté de changement et sa recherche d'un ordre nouveau. Cette révolution pacifique a été décrite maintes fois, y compris dans cette revue, et je n'ai pas besoin de m'attarder sur ce sujet (2). Il faut noter l'occupation de l'espace urbain de manière conséquente et durable : toutes les activités économiques normales ont été paralysées par la grève générale pendant plus de six mois. Le pouvoir (populaire) était dans la rue, tandis que le pouvoir légal s'empêtrait dans des procédures impuissantes. En définitive, comme on

(2) Un des derniers ouvrages sur la question est celui du pasteur Edmond Razafimahefa, président de l'Église protestante unie (FJKM), intitulé *Ny hery tsy mahaleo ny fanahy. Tantaran'ny fihetsahan-bahoaka tsy nisy herisetra tamin'ny 1991* [La force ne saurait vaincre l'esprit. Histoire du mouvement populaire non violent de 1991], Éditions Antso, Imarivolanitra (Antananarivo), 1995. Il faut aussi lire le témoignage du meneur essentiel de ce mouvement, le pasteur R. Andriamanjato, diversement jugé actuellement, dans son livre *L'anthropocratie ou le*

*devenir de l'humanité (le cas de Madagascar)*, Antananarivo, Éditions Grama, 1995, notamment pp. 73-109. Un point de vue critique sur le rôle des églises chrétiennes malgaches dans l'initiative et la conduite de ces mouvements populaires se trouve chez F. Raison-Jourde, « The Madagascar Churches in the Political Arena and their Contribution to the Change of Regime, 1990-1993 », in P. Clifford (ed.), *The Christian Churches and the Democratisation of Africa*, Leiden, E.J. Brill, 1995, pp. 292-301 (Studies of Religion in Africa, vol. 12).

le sait, la rue a forcé le président Didier Ratsiraka à céder sa place au professeur Albert Zafy, élu ensuite régulièrement à la présidence de la République, troisième du nom, en 1993.

Ce type de rassemblement dans les rues et sur les places, occupant l'espace urbain de manière stable et continue, s'inspirait des méthodes non violentes de Martin Luther King, mais peut se rattacher aussi à une tradition malgache ancienne. Au temps des rois de Madagascar, la foule se rassemblait aussi massivement sur une place de la haute ville, devenue un véritable symbole spatial, la place d'Andohalo, où le roi — ou la reine — convoquait ses sujets pour qu'ils viennent manifester leur volonté politique (généralement dans le sens désiré par le monarque !).

Une autre méthode d'occupation du sol urbain est constituée par les marches de protestation, cortèges, processions ou monômes. Il s'agit, me semble-t-il, d'une méthode moderne inconnue de la tradition malgache. Elle doit quelque chose aux manifestations d'étudiants, notamment en France, où les étudiants d'origine malgache ont toujours été nombreux après la deuxième guerre mondiale. Mais dans le cas des marches récentes qui ont marqué l'histoire de Madagascar, il ne faut pas négliger l'inspiration reçue des marches des Noirs américains sous la conduite du pasteur Martin Luther King, dans les années 1960. Et curieusement, sans doute *a posteriori*, un modèle biblique a été invoqué dans le feu de l'action par le pasteur Richard Andriamanjato, à savoir les marches ou processions conjuratoires des Hébreux tournant autour de la ville de Jéricho jusqu'à la chute de ses murailles (c'est-à-dire jusqu'à la chute du régime honni). On trouvera la référence de ce modèle dans la Bible au livre de Josué, 6.1-21 (3).

La marche la plus célèbre de l'histoire politique malgache récente fut celle du samedi 10 août 1991. Convoquée pour un culte œcuménique sur la place du 13-Mai, une foule immense se mit ensuite en route vers le palais du président Ratsiraka situé sur la route d'Antsirabe. Évaluée à 500 000 voire 800 000 personnes, cette masse humaine occupa les rues et les places sur plusieurs kilomètres jusqu'au cœur géographique du système politique malgache, au grand effroi de son chef, le président Didier Ratsiraka. Affolé, ce dernier fit tirer sur la foule, faisant 15 morts et 213 blessés. Ce geste malheureux signa la perte instantanée du crédit politique du président, et les mois qui suivirent ne purent que l'enfoncer davantage, en attendant le coup de grâce.

(3) Le discours politique malgache s'est toujours fortement inspiré de références bibliques choisies à plus ou moins bon escient. Voir mon étude, M. Spindler, « L'usage de la Bible dans le discours politique malgache

depuis l'indépendance (1960-1990) », in *Histoire religieuse. Histoire globale. Histoire ouverte. Mélanges offerts à J. Gadille*, sous la direction de J.-D. Durand et R. Ladous, Paris, Beauchesne, 1992, pp. 199-220.

Depuis l'instauration de la III<sup>e</sup> République malgache en 1993, la méthode des rassemblements et des marches sur la voie publique a marqué une pause, mais elle se manifeste sporadiquement. En fait le cœur n'y est plus et la population dans son ensemble ne suit plus guère les meneurs. Ces derniers mois, un parti essayait tous les samedis de mobiliser les masses tananariviennes au jardin d'Ambohitavo pour exiger la démission du président de la République, le professeur Albert Zafy, et du Premier ministre Emmanuel Rakotovahiny. En définitive, c'est un vote de défiance de l'Assemblée nationale contre le Premier ministre, le 17 mai 1996, qui l'a forcé à démissionner (4). Ce n'est plus la rue qui directement impose sa volonté, mais il est probable qu'un des facteurs de l'évolution politique récente a été l'existence de mouvements populaires, cette fois relativement modestes.)

Chaque grève, et elles sont nombreuses ces derniers mois, entraîne un défilé qui bloque la circulation et affole les responsables politiques, selon la masse mobilisée. Une des marches les plus visibles fut celle des étudiants de l'Université d'Antananarivo (les universités des provinces furent aussi le théâtre de manifestations similaires), réclamant le paiement de leurs bourses retenues indûment, et l'abrogation de mesures d'économie dans l'enseignement supérieur. Il fallait voir la route de l'université, noire de monde sur plusieurs kilomètres, se déversant sur le coup de midi dans le centre-ville, le 20 mars 1996. Le gouvernement céda.

Les rues et les places sont manifestement des lieux épisodiques de pouvoir, lorsque les lieux habituels, c'est-à-dire les assemblées dites représentatives, versent dans l'insignifiance, par l'abus des procédures et l'enflure de la politique politicienne.

### **La rue, foyer d'activités économiques**

---

Les rassemblements et les marches ne sont pas productifs au sens strict. Ils ne mettent pas en œuvre une production de biens ou de services destinés à un marché. Ils occupent la rue dans un processus symbolique, destiné à produire du sens, qui le moment venu sera investi dans une production économique marchande.

Il est certain qu'on ne peut pas faire coexister sur la même place et dans la même rue des manifestants qui piétinent les étals des marchands, et les marchands en attente de clients. Les marcheurs ne sont pas directement des consommateurs. Il est logique et naturel que les manifestations épisodiques ne soient qu'épisodi-

(4) La motion de censure déposée par quelques députés a recueilli 109 voix sur 125 votants. Depuis lors, le président de la République malgache a nommé un nouveau

Premier ministre, M. Norbert Ratsirahonana, jusqu'alors président de la Haute Cour constitutionnelle.



ques, même si l'épisode dure longtemps. On peut se demander comment l'économie malgache a subsisté au travers de plus de six mois de grève générale de 1991 à 1992. La réponse est sans doute qu'une réserve de sens s'est ainsi constituée et qu'un esprit d'initiative et d'entreprise s'est développé grâce au changement de régime obtenu par les mouvements populaires.

J'ai fait état précédemment de l'afflux subit d'hommes, de femmes et d'enfants, mais aussi de véhicules en tous genres, dans les rues et sur les places dès que le jour commence à poindre à Tananarive. Sans qu'on s'aperçoive comment, la ville se remplit et semble être totalement occupée. Le marché du Zoma se peuple de maraichers et de vendeurs de plantes médicinales, les baquets de fleurs magnifiques se remplissent, les énormes soubiques (grands paniers de roseau tressé) se chargent de fruits, de riz, de légumes venus de près et de loin. D'innombrables gargotes volantes ou fixes se mettent en place, où l'on peut boire une boisson chaude, manger une soupe ou un beignet, voire une assiette de riz avec un peu de viande ou de poisson braisé.

J'ai observé un couple qui tous les matins s'installait au sommet d'un escalier, comme il y en a des centaines sur les collines de la capitale, avec un panier de bananes, une marmite de pâte à frire, et une friteuse artisanale posée sur un feu de charbon de bois. Du matin au soir ces gens fabriquaient des beignets de banane délicieux (une demi-banane suffit pour un beignet !) et les vendaient aux passants. Je passais devant eux le matin et le soir allant à la faculté et en revenant : jamais je n'ai aperçu le moindre reste invendu ! Mais dès la tombée de la nuit, plus rien. Il y a ainsi des centaines de marchands de nourriture, parfois occasionnels, servant à manger pendant une heure ou deux pour disparaître ensuite dans la nature.

Les plus entreprenants sont sans doute les petits marchands de journaux, très souvent des enfants, garçons ou filles, suivis de près ou de loin par quelqu'un de leur famille ou de leur clan. Ils montent à la ville haute à la recherche de leurs clients et les attendent surtout aux carrefours et aux goulots d'étranglement de la circulation. Ils commencent à l'aube, selon les heures de sortie des journaux, et en deux ou trois heures ils ont fini et disparaissent dans le dédale des escaliers et des passages. Que font-ils ensuite ? Les enfants vont-ils dans quelque école ? J'en doute.

Un des petits métiers les plus classiques est celui du chiffonnier, portant son sac sur son épaule en criant sur un ton inimitable (en malgache) : « Bouteilles ! Boîtes de lait Nestlé ! » Il rachète les bouteilles vides en tous genres ainsi que les boîtes de lait concentré sucré : ces *kapoaka* sont à Madagascar les étalons de toutes les transactions notamment en riz et en légumes (petits pois et haricots écosés). C'est pourquoi elles sont toujours très recherchées

et très utiles. Le chiffonnier parcourt la ville dès le petit matin et apporte son butin dans un secteur particulier du marché de la basse ville. Tout est classé et exposé à la vente sur de larges étals. On trouve tous les modèles de bouteilles possibles et imaginables !

Il y a déjà plusieurs années que le marché du vendredi (vendredi se dit *zoma* en malgache, d'où l'appellation synthétique *zoma* = marché) ne se limite plus au vendredi et surtout déborde le périmètre que la municipalité lui assignait autrefois. Toute l'avenue de l'Indépendance ainsi que les rues qui y aboutissent sont occupées par les marchands. Les plus réguliers, payant sans doute un ticket de place, ont leur étal et leur parasol ou une tente pour se protéger, eux et leurs marchandises, du soleil et de la pluie. Mais la plupart sont assis à même le sol, étalant leurs marchandises sur le trottoir ou peut-être sur un fragment de natte. Il y a du neuf et de l'occasion. Il y a le secteur des chaussures et des espadrilles, il y a celui des cahiers et des crayons Bic (en fait ce sont plutôt des marques asiatiques ou italiennes !), des colles de bureau et des papiers collants. Devant la poste, on vend des enveloppes à la pièce, dans tous les formats désirables, du papier à lettre, à la feuille si l'on veut, de la ficelle pour faire des paquets. Ici c'est le quartier de l'électricité. On trouve des douilles, des prises, des fils de toutes couleurs, des rallonges, des ampoules de toute provenance, des lampes de poche, un vrai mini-bricomarché. Plus loin, c'est l'escalier des pierres fines de Madagascar, ailleurs les étals de lunettes de soleil, puis les stands de fabrication instantanée de tampons à imprimer, sans oublier les bouquinistes, les brocanteurs de tout acabit. On n'arrête pas le progrès : on trouve de plus en plus de petits équipements électroniques pour radio, télévision, matériels audio-visuels et ordinateurs en tout genre. D'autres rues et d'autres quartiers ont leurs spécialités, de la machine à coudre à la bicyclette, et bien sûr, les pièces détachées pour automobiles et camions.

Il s'agit là de produits pour la consommation locale. Pour mémoire, je mentionne encore les marchands de curiosités et d'articles pour les touristes étrangers : coupe-papier, chapeaux tressés, babouches, sandales, tapis, nappes et serviettes brodées, ceintures et portefeuilles, évidemment interdits à l'exportation quand ils sont faits en peau de crocodile, et toutes sortes de gadgets fabriqués en cuir, en paille de roseau, en corne, en sisal, en fer, en terre cuite, en bois ou en fer blanc. Les sachets de vanille de la côte est sont aussi au rendez-vous, ainsi que les épices autrefois si recherchées : cannelle, clou de girofle, poivre blanc, poivre gris, noix de muscade, safran, coriandre, gingembre, citronnelle, paprika, bois d'anis, et je vous fais grâce de la nomenclature des produits malgaches tels que le célèbre *ravimboafotsy* (tisane de feuilles d'un arbuste, *Aphloia theiformis*).

Un chapitre entier serait à consacrer aux fripiers, redoutables concurrents des marchands de vêtements neufs. Les histoires de fripes reçues gratuitement de l'étranger par de soi-disant œuvres de bienfaisance et revendues contre espèces sonnantes et trébuchantes ont fini par convaincre le ministre des Finances de suspendre totalement l'exonération des droits sur les importations de friperie. Le manque à gagner pour l'État devenait intolérable, et tant pis pour les honnêtes gens de part et d'autre qui voudraient aider les pauvres à se mettre debout.

Comment analyser cette occupation des rues et des trottoirs par les petits (et gros) marchands à la sauvette, à Tananarive et dans toutes les villes de Madagascar ?

Il faudrait d'abord évaluer le chiffre d'affaires mis en jeu. Aucune comptabilité n'étant disponible, il ne peut s'agir que d'une estimation sans aucune garantie. Un économiste malgache, M. Marius Razafindrakoto, s'est risqué tout récemment à une estimation de la part de l'économie souterraine à Madagascar (5). Il arrive à des conclusions étonnantes. Alors que le salaire minimum est de l'ordre de 130 000 francs malgaches, une famille malgache moyenne en dépense plus d'un million, sans faire banqueroute. Tous les membres de la famille, enfants compris, apportent leur part de revenu, et ceux qui ont un emploi stable doublent ou triplent leur salaire en exerçant un emploi parallèle à durée variable. S'il faut en croire cette analyse, 80 à 90 % de l'économie malgache échappe à la comptabilité nationale et internationale. Le PNB déclaré par les autorités de Madagascar est parfaitement fictif. Il suffit de se promener dans les rues de Tananarive pour s'en persuader.

L'importance de l'économie souterraine (6), celle des trottoirs mais aussi l'économie invisible des téléphones cellulaires et d'Internet, sans oublier le phénomène banal et bien connu de la corruption, est en un sens une preuve du dynamisme économique extraordinaire de Madagascar actuellement (7). Mais le revers de la médaille est un affaiblissement, bien plus, une atrophie de l'État, qui n'obtient que le dixième peut-être de ce qui lui reviendrait de droit si les impôts et les taxes fixés par les lois et règlements étaient régulièrement perçus. Un État sans moyens, des collectivités locales exsangues comme la commune de Tananarive, sont dans l'incapacité chronique de remplir leurs missions normalement et perdent leur crédibilité.

(5) M. Razafindrakoto, *Madagascar en chiffres. 95. Bilan exhaustif de l'économie malgache*, édité par l'auteur, VQ14 Anjohy, Antananarivo, 1996.

(6) Sur la notion d'économie souterraine, voir P. Pestieau, *L'économie souterraine*, Paris, Hachette, 1989, ainsi que les références apportées par M. Germanangue-Debare, « Les

pièges de l'économie souterraine », *Courrier de l'UNESCO*, 49 (1996), juin, pp. 22-24, y compris l'ouvrage de cet auteur, *Les milliards de l'ombre : L'économie souterraine*, Paris, Hatier, 1992.

(7) R. Andriambelomadiana, « Corruption et clientélisme », *Courrier de l'UNESCO*, 49 (1996), juin, pp. 25-27.

De temps à autre les journaux réclament l'assainissement des rues et du marché, et des lettres de lecteurs se plaignent de l'injustice qui frappe les honnêtes marchands payant leur patente ou leur droit de place, alors que les vendeurs à la sauvette gardent la totalité de leurs recettes pour eux-mêmes. Une véritable coalition des locataires des fameux pavillons du Zoma à Tananarive — il y a 896 pavillons ! — se met en place pour faire la police en tout cas dans ce bloc commercial (8). La bourgeoisie commerçante établie voit d'un mauvais œil la montée d'une autre classe concurrente qui certainement prendra la relève en l'espace de quelques années, et recherchera à son tour les symboles de l'establishment.

Les rues et les places de Tananarive véhiculent les signes de tensions et de luttes sociales et politiques : en cela Tananarive ne diffère pas des autres villes du monde, et mon article ne prétend pas apporter de révélations extraordinaires. Les rythmes naturels du jour et de la nuit, de la chaleur et de la fraîcheur, se doublent de rythmes humains puissants. Les activités ou les carences des différents acteurs de la vie urbaine se lisent au grand jour. La rue n'est plus seulement un lieu de passage, elle est devenue, par la logique de l'économie informelle si caractéristique des pays du Tiers monde (on excusera ce terme impropre mais commode), un lieu de production extrêmement efficace et porteur d'avenir.

Ce n'est pas le cas pour tout le monde, j'aurais mauvaise grâce à ne pas le reconnaître. Je n'ai pas parlé des gens qui sont à la rue, et qui y restent la nuit comme le jour. Les rues de Tananarive sont aussi un dortoir pour les sans-abri qui passent la nuit dans des cartons d'emballage, sur le seuil des magasins fermés, sous les arcades de l'avenue de l'Indépendance, sous un vague plastique tendu dans un coin de jardin public. Beaucoup sont des enfants perdus. Cela aussi, c'est la rue à Antananarivo, la télévision française l'a montré récemment avec l'œuvre du père Pedro, auquel un livre a été consacré (9). L'espoir du père Pedro et de ses amis, c'est justement la réinsertion des exclus dans le circuit de la production et du sens, et cet espoir se réalise.

Tout n'est pas dans la rue, on le comprend. Il y a ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas : j'espère simplement que ce que j'ai donné à voir de la rue à Tananarive aura donné aussi à penser.

**Marc Spindler**

*Professeur émérite, Université de Leyde (Pays-Bas)  
Professeur missionnaire, Université d'Antananarivo*

(8) A. Tsiavalona, « Antananarivo ville...  
débilitante ? », *La Lettre mensuelle de*  
*JURECO*, n° 113, mai 1996, pp. 20-21.

(9) Cf. D. Gault, *Père Pedro ou les colli-  
nes du courage*, Paris, Albin Michel, 1994.